



Jeudi 7 mars 2019

Communiqué de presse

Réforme de l'orientation : renforcement des inégalités sociales, privatisation, absence de concertation : c'est non !

Le 5 juin dernier, plus des 2/3 des psychologues de l'Éducation nationale et des Directeurs de CIO, les personnels de l'ONISEP se sont mobilisés pour protester contre les annonces ministérielles de fermeture de tous les CIO, de suppression des DRONISEP et de transfert des missions des PsyEN sur les enseignants.

Huit mois après, alors que la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel a été votée, aucune discussion, ni concertation n'a été entreprise avec les personnels.

- Le projet de texte sur la mise à disposition des agents aux régions a été inscrit à l'ordre du jour du CTM sans aucune discussion préalable avec les organisations syndicales. Ce décret va ponctionner dans les CIO déjà affaiblis des PsyEN et DCIO sans les remplacer, pour assurer des tâches d'information et d'organisation d'évènements pour les régions.
- Le projet de cadre national de référence prévu dans la loi, a été publié par la presse, alors qu'aucun dialogue social n'a été engagé. Or, le projet va bien au-delà du cadre fixé par la loi. Il veut faire de l'orientation des élèves et des étudiants une compétence partagée, à géométrie variable selon les régions alors que la loi porte sur l'articulation des compétences entre Etat et Régions relative à « l'information sur les formations et les métiers ».
- Le rapport Charvet-Mons attendu pour le printemps, a pour feuille de route une nouvelle vague de fermeture de CIO. Pourtant le réseau subit depuis 2009, des attaques constantes dont la seule motivation est de faire de la place à un «service public régional de l'orientation», qui n'est pas adapté au public scolaire.
- La suppression des DRONISEP et le transfert des personnels aux régions se passent dans les plus mauvaises conditions : refus d'information, réponses contradictoires, non accompagnement des personnels. Privée des ressources des DRONISEP, les missions de service public de l'ONISEP en direction du public scolaire et étudiant vont être sacrifiées.

Cette réforme de l'orientation à marche forcée ne peut que renforcer les inégalités sociales et la privatisation du champ de l'orientation scolaire. Elle est cohérente avec les réformes du lycée et de l'enseignement supérieur, qui confondent liberté et libéralisation de l'accès à l'information et de

l'accompagnement des projets d'orientation.

L'intersyndicale des PsyEN, DCIO et personnels de l'ONISEP, demande instamment au Ministre :

- De maintenir tout le réseau des CIO, seuls services publics de proximité, pour l'aide à l'orientation et les conseils sur la scolarité et de stopper la programmation de nouvelles fermetures.
- De renoncer à l'affectation des PsyEN et DCIO en établissements.
- De revoir le périmètre du projet du cadre national de référence et de convention type rédigés avec Régions de France afin que ces textes soient conformes à la loi.
- De renoncer à son plan social déguisé à l'ONISEP et **de permettre à tous les collègues qui le souhaitent de rester dans l'EN ou dans l'enseignement supérieur et de garantir pour tous quelque soit leur statut, un accompagnement de leur situation qui aboutisse à une affectation choisie et volontaire.**
- De penser l'articulation du travail entre professeurs principaux et PsyEN dans une logique de complémentarité et non de substitution comme actuellement.
- D'augmenter les recrutements de PsyEN –EDO au prochain budget pour leur permettre de remplir toutes leurs missions.

Elle appelle l'ensemble des personnels, PsyEN, DCIO, personnels administratifs des CIO et de l'ONISEP à participer activement aux actions unitaires contre le projet de réforme de la fonction publique et à la journée nationale d'action le jeudi 21 mars à Paris pour manifester leur détermination à défendre le service public d'orientation de l'EN au service des élèves, des étudiants et des parents.